



RACHIDA DATI : DÉMISSION !

Rachida Dati défraie la chronique pour ses propos provocants, ses agressions verbales ou les affaires qui éclatent au tribunal ou dans la presse. Elle est partout sauf à l'endroit où nous attendons une ministre de la Culture.

Mise en examen depuis 2021 pour "corruption" et "trafic d'influence", accusée d'avoir fait du lobbying au Parlement européen pour Renault-Nissan contre 900 000 euros d'honoraires.

Accusée par le quotidien *Libération* d'avoir réalisé une déclaration de patrimoine erronée à la Haute Autorité pour la Transparence de la Vie Publique en omettant 420 000 euros de bijoux.

Accusée également de corruption par l'émission d'investigation *Complément d'enquête*, pour des faits de même nature que l'affaire Renault-Nissan à hauteur de 299 000 euros de 2010 à 2011 pour GDF Suez (devenu Engie) sans les déclarer au Parlement Européen.

Menaçante à l'égard de Patrick Cohen dans l'émission "*C à vous*" lorsque ce journaliste professionnel évoque ces nouvelles accusations de corruption.

Méprisante à l'égard des artistes qui ont pris la parole aux Molières pour dénoncer les coupes budgétaires dont sont coupables le gouvernement avec le soutien de Madame Dati et qui asphyxient le service public du spectacle vivant.

Multipliant les mensonges pour justifier la réforme de l'audiovisuel public et nier l'existence des coupes budgétaires dans tout le secteur culturel, que l'ensemble de nos organisations syndicales dénoncent depuis des mois.

Depuis des mois, nous interpellons la ministre sur les effets catastrophiques des coupes budgétaires pour nos professions du spectacle. Nulle autre action de sa part qu'un déni méprisant. Rachida Dati n'apporte aucune réponse contre l'assèchement des collectivités locales et les coupes budgétaires qui massacrent le secteur culturel. Elle n'a pas plus de réponse pour préserver le budget de son ministère qui fond à vue d'œil.

Depuis des mois, nous dénonçons les effets délétères de sa réforme de holding qui va fragiliser l'audiovisuel public alors même que l'extrême droite poursuit son ascension avec le soutien de milliardaires tels que Bolloré et Stérin. Dati n'en a que faire. Elle veut une réforme qui porte son nom coûte que coûte même si c'est avec les voix du Rassemblement National. Seul son intérêt personnel et le soutien au secteur privé comptent.

Elle s'est encore illustrée récemment en faisant le choix d'exclure les organisations syndicales représentatives des artistes d'une concertation laissant le champ libre aux représentants de la Tech. Les conditions de cette concertation n'ont pour but que de brader nos droits. C'est inacceptable !

La crise est là dans nos secteurs et résulte très largement des choix politiques de ce gouvernement, et de sa volonté de casser les services publics et de favoriser une partie du secteur privé. Elle touche l'intégralité de nos professions, le spectacle vivant, l'audiovisuel public, mais aussi, la production audiovisuelle, cinématographique, le film d'animation, les arts visuels et l'enseignement artistique.

Nos professions sont en attente de réponses urgentes.

Le gouvernement et le Président de la République, ne peuvent ignorer plus longtemps le comportement de Madame Dati ni les lourds griefs susceptibles de qualification pénale qui pèsent sur sa personne. La fonction de ministre de la Culture est entachée.

Nous voulons un-e ministre au rendez-vous des enjeux qui traversent nos professions. Nous voulons un-e ministre respectueuse. Nous voulons un-e ministre au-dessus de tout soupçon de collusion avec le secteur privé.

Rachida Dati doit partir.

En soutien aux salarié-es de France Télévisions, de Radio France, de l'Ina et de France Médias Monde, et pour que Rachida Dati quitte ses fonctions, la CGT Spectacle appelle l'ensemble des travailleur-euses du secteur à se mobiliser massivement et à rejoindre la manifestation du 30 juin prochain (informations à venir).

Paris, le 24/06/2025